



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/1999/2/Add.12
19 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session de 1999
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES RAPPORTS QUADRIENNAUX PRÉSENTÉS PAR LES ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF SPÉCIAL OU GÉNÉRAL
AUPRÈS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Rapports quadriennaux (1994-1997) présentés par l'intermédiaire du
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Association d'Asie et du Pacifique des institutions financières de développement	2
2. International Scientific and Educational Association «Znanie»	5
3. Association internationale des ports	8
4. Association internationale des écoles de service social	11
5. Conseil international des femmes	14
6. Fédération routière internationale	19
7. Union internationale de la jeunesse socialiste	25
8. Union mondiale des scouts	28
9. Fédération mondiale des sourds	31
10. Organisation mondiale du mouvement scout	34



1. ASSOCIATION D'ASIE ET DU PACIFIQUE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE DÉVELOPPEMENT

(Statut consultatif spécial accordé en 1993)

L'Association d'Asie et du Pacifique des institutions financières de développement est une association régionale de banques de développement et d'autres institutions financières participant au financement du développement de la région. La mission de l'Association est de promouvoir le financement du développement de façon à améliorer la qualité de vie des peuples de la région et à obtenir un développement régional durable.

L'Association organise des forums, des séminaires et des consultations avec des organismes internationaux qui partagent ses objectifs en matière de développement. Parmi ces organismes internationaux figurent notamment la Banque asiatique de développement, l'Agence australienne pour le développement international, l'Institut de développement économique de la Banque mondiale, la Fondation allemande pour le développement international (DSE), le Centre du commerce international de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'Organisation mondiale du commerce (CNUCED/OMS), la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Composition

Les adhérents de l'Association sont répartis dans toute la région de l'Asie et du Pacifique. La liste des adhérents, qui se composait en 1977 des 31 premiers signataires de la charte, comptait en juin 1998 78 banques de développement et institutions financières de 33 pays, parmi lesquelles figuraient quelques institutions n'appartenant pas à la région, ayant notamment leur siège en Égypte, au Canada, au Brésil et en Jamaïque. La Banque asiatique de développement et la Banque mondiale sont membres spéciaux de l'Association.

Les principaux dirigeants du Secrétariat de l'Association sont M. Orlando P. Peña, Secrétaire général et M. Octavio B. Peralta, Secrétaire général adjoint.

Bilan des activités et des projets de l'Association

Conférences annuelles

Tous les ans, les membres de l'Association se réunissent pour traiter de thèmes concernant leurs activités et les économies de leurs pays. Entre 1994 et 1997, les membres de l'Association se sont intéressés à différents aspects de la région et à divers sujets les concernant :

a) Dix-septième conférence annuelle de l'Association, 28 au 30 avril 1994, Karachi, (Pakistan); hôte : National Development Finance Corporation; thème : «Maximiser les ressources et capacités des IFD en vue du 21e siècle : questions, problèmes et directions»;

b) Dix-huitième conférence annuelle de l'Association, 27 au 29 avril 1995, Sydney (Australie); hôte: Commonwealth Development Bank of Australia;

/...

thème : «Rehausser la compétitivité et l'excellence des services des IFD au moyen de technologies bancaires novatrices»;

c) Dix-neuvième conférence annuelle de l'Association, 26 au 28 avril 1996, Phuket, (Thaïlande); hôte: Industrial Finance Corporation of Thailand; thème : «Nouveaux débouchés commerciaux et défis pour les banques de développement»;

d) Vingtième conférence annuelle de l'Association et Premier Sommet mondial de la finance et du développement, 5 au 8 mai 1997, Manilles (Philippines); hôte : Development Bank of the Philippines; thème : «Financer le développement dans le contexte du nouvel ordre commercial mondial».

Programmes de formation

Programmes du Centre du commerce international et de l'Association : Entre 1994 et 1997, l'Association a organisé, avec le concours du Centre du commerce international CNUCED/OMC et du PNUD, les programmes qui suivent :

a) Atelier régional sur le financement des PME à l'intention des administrateurs principaux de projets des IFD, 29 novembre au 1er décembre 1994, Manilles (Philippines);

b) Séminaire de formation des formateurs sur la constitution de coentreprises, 5 au 8 décembre 1994, Kota Kinabalu, Sabah (Malaisie).

Colloques/forums

a) Financement de la production d'énergie électrique du secteur privé, 28 avril 1994, Karachi (Pakistan);

b) Deuxième forum de gestion des ressources humaines, 14 au 15 octobre 1996, Manilles (Philippines).

Publications

L'Association produit diverses publications répondant aux besoins de ses membres. Ces publications visent à diffuser de l'information et à actualiser ainsi qu'à optimiser les opérations des IFD. La revue de l'Association est consacrée aux tout derniers programmes et activités de l'Association et de ses membres. L'Executive Memoranda présente de nouvelles idées et rend compte des tendances et des meilleures pratiques visant à atteindre l'excellence dans le secteur bancaire au service du développement. Le Journal of Development Finance est une revue trimestrielle dans laquelle paraissent des articles techniques, des rapports et des comptes rendus des séminaires ou conférences. Citons parmi les sujets traités par le Journal entre 1994 et 1997 :

a) 1994 : Le financement des petites et moyennes entreprises (articles du Colloque sur les PME organisé à Hanoi au Viet Nam); Maximiser les ressources et capacités des IFD en vue du 21e siècle : questions, problèmes et directions (articles de la Conférence de Karachi de l'Association); Réglementation et surveillance du marché des valeurs mobilières (articles du Forum Asie-Pacifique de la Banque asiatique du développement sur la réglementation et la surveillance

/...

du marché des valeurs mobilières); Négociations et marchandages (comptes rendus de recherches et articles d'affiliés);

b) 1995 : Questions environnementales (articles sur l'environnement de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement); Rehausser la compétitivité et l'excellence des services des IFD au moyen de techniques bancaires novatrices (articles de la Conférence de Sydney de l'Association); Questions mondiales concernant les femmes (contributions et documents de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes);

c) 1996 : Financement urbain (contributions et articles ayant fait l'objet de recherches); Le rôle du financement en matière de développement (articles d'affiliés et documents ayant fait l'objet de recherches); Gestion des ressources humaines (articles d'affiliés et documents ayant fait l'objet de recherches);

d) 1997 : Fonds communs de placement (articles d'affiliés et documents ayant fait l'objet de recherches); Développement et financement des micro-entreprises (articles d'affiliés et documents ayant fait l'objet de recherches).

Grands projets

a) A-Net : A-Net, le réseau mondial d'opérations bancaires et de commerce électroniques de l'Association, a été créé afin de relier les membres de l'Association et leurs clients, d'offrir aux membres les services basés sur le Web les plus modernes qui soient, et de donner ainsi leur chance aux petites entreprises qui constituent l'essentiel de la clientèle des banques membres de l'Association. La page d'accueil de l'Association se trouve à l'adresse <http://www.adfiap.org>. Les sites Web des membres sont reliés à la page de l'Association et peuvent donc être facilement consultés par les autres membres et par leurs clients;

b) Sommets de consultation nationale sur le financement du développement, organisé à l'initiative de l'Association, en vue d'aider divers pays à formuler des objectifs stratégiques portant sur l'amélioration de leur capacité à évaluer la viabilité de leur développement national; et à créer un forum où débattre des mesures à prendre pour améliorer les politiques, projets et programmes en matière de financement du développement et où obtenir un consensus à cet égard;

c) Asian Banking Digest (ABD), le plus grand magazine de la région destiné aux banquiers, publié conjointement avec l'Asian Banker's Association, groupement de banques commerciales de la région qui comprend 190 membres;

d) Asia Pacific Bankers Congress (APBC), congrès annuel : l'occasion pour tous les banquiers de la région de s'informer et de se constituer des réseaux de relations. Au programme du congrès figurent des ateliers pratiques organisés simultanément, la Bankers World Expo et la remise du titre honorifique Asian Banking Awards, qui récompense les meilleurs projets et pratiques des banques de la région.

Pour obtenir de plus amples informations sur l'Association, veuillez consulter son site Web : <http://www.adfiap.org>

2. INTERNATIONAL SCIENTIFIC AND EDUCATIONAL ASSOCIATION «ZNANIE»

(Statut consultatif spécial accordé en 1993)

L'International Scientific and Educational Association «Znanie» est une association internationale à but non lucratif qui réunit des groupes nationaux et d'autres organisations non gouvernementales. Cette Association a été établie sur la base du bénévolat et elle s'emploie principalement à diffuser des connaissances scientifiques, techniques et humanitaires dans l'intérêt de tous. La mission et les objectifs de l'Association consistent principalement à permettre aux membres d'unir leurs efforts afin de promouvoir leurs activités intellectuelles et humanitaires, visant à accroître le niveau d'instruction et la culture de la population, ainsi qu'à établir des relations entre scientifiques et spécialistes de différents pays et à instaurer des conditions propices aux échanges internationaux d'information.

L'Association estime que la diffusion de connaissances et l'éducation verront leur importance s'accroître sous l'effet de la révolution de l'information.

S'appuyant sur les 50 ans d'expérience et les traditions de l'organisation qui l'a précédée, All-Union Society «Znanie» de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), l'Association cherche à développer la coopération internationale en matière de diffusion des connaissances et d'éducation des adultes, conformément à Action 21 (chap. 36).

L'éducation des adultes comme instrument de développement social à l'origine du développement stable de l'humanité : voilà la devise, l'approche et le principal objectif de notre association. En diffusant des connaissances et de l'information, nous contribuons à rehausser le niveau d'instruction et les connaissances culturelles des populations, principalement de la Fédération de Russie et des autres pays membres de la Communauté des États indépendants (CEI), et nous favorisons une éducation soucieuse des traditions démocratiques et de la reconstruction de la société conformément à la morale.

En 1991, 14 organisations non gouvernementales éducatives, des sociétés Znanie de tous les anciens États et Républiques de l'URSS (à l'exception de la Lituanie), ainsi que des organisations non gouvernementales italiennes, mongoles, tchèques et japonaises, se sont affiliées à notre Association. Pendant la période allant de 1994 à 1997, les organisations non gouvernementales suivantes de la Fédération de Russie ont adhéré à l'Association : l'Union internationale des économistes, l'Association générale russe de «promotion des établissements d'enseignement supérieur», le Département de l'Oural de l'Académie russe des sciences de l'ingénieur, l'Alliance interrégionale «Société d'ingénierie Svetotekhnika» et la Fondation «Désarmement pour le développement». On compte également parmi les nouveaux membres des organisations non gouvernementales chinoises, roumaines et américaines. À l'heure actuelle, l'Association entretient des relations professionnelles productives avec des organisations scientifiques et éducatives de plus de 20 pays.

L'Association fait partie du Conseil mondial de l'éducation des adultes et de l'Association européenne pour l'éducation des adultes, avec lesquels elle coopère.

Pendant la période allant de 1995 à 1997, des représentants de l'Association ont participé aux conventions suivantes : Assemblée générale de l'Association européenne pour l'éducation des adultes (Copenhague, Danemark); réunion annuelle des organisations membres de l'Association européenne pour l'éducation des adultes, sur la coopération avec les pays d'Europe de l'Est (Florence, Italie); Séminaire international des éditeurs de publications traitant de l'éducation des adultes (Helsinki, Finlande); Séminaire international sur l'éducation des adultes (Sofia, Bulgarie); Séminaire international sur l'usage des télécommunications dans l'éducation des adultes (Salzbourg, Autriche); Conférence internationale sur «Le rôle de l'Académie des sciences dans les pays des Balkans» (Athènes, Grèce); cinquième Conférence mondiale pour l'éducation des adultes, organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (juillet 1997, Hambourg, Allemagne); sixième Forum international de l'informatisation, organisé par l'Académie internationale d'informatisation de Moscou (organisation non gouvernementale oeuvrant dans le domaine social et scientifique et dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social), conformément à la Déclaration de l'ONU publiée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation (résolution 50/6 de l'Assemblée générale); Conférence internationale «Innovation Forum 97» (Houston, Texas, États-Unis). Le Président de l'Association est intervenu et a présenté des rapports lors des conférences et séminaires susmentionnés et du Forum international de Moscou. En outre, le Président de l'Association a participé au Forum économique mondial (30 janvier-4 février 1997, Davos, Suisse), à la réunion annuelle du Club de Rome en 1997 (Porto Rico) et à la réunion du Comité exécutif du Conseil international de Vienne (21 et 22 avril 1997), ainsi qu'aux réunions du Conseil des chefs d'État et de gouvernement de la CEI.

Des représentants de l'Association ont été accrédités auprès des organes de l'ONU à New York, à Vienne et à Genève et s'y sont rendus récemment.

Les activités de l'Association et de ses membres, qui la représentent dans différents pays, consistent principalement à vulgariser et à diffuser des connaissances humanitaires et techniques, à mettre au point des projets et des programmes dans les domaines de la formation en matière d'information, de la recherche et des sciences, à organiser d'importants séminaires et conférences internationaux et régionaux. Le Comité exécutif de l'Association a notamment créé un Centre éducatif international, qui a permis à l'Association de renforcer ses capacités en matière de diffusion de connaissances et d'éducation des adultes (en 1996 et 1997). Des conférences internationales ont été organisées sur les thèmes suivants : «Réalizations scientifiques et techniques», «Le rôle de l'Académie des sciences dans la diffusion des connaissances». En outre, en 1997, le Centre éducatif a organisé des séminaires dans les domaines suivants : «Les enfants aux capacités limitées : adaptation sociale et intégration», «Les bases de la pédagogie constructive», «Le rôle des actes de notariat dans les activités de l'entreprise», «La stratégie de la campagne électorale : analyse, planification et mise en oeuvre».

À l'heure actuelle, l'Association s'emploie à développer un Système d'éducation des adultes dans la Fédération de Russie et dans d'autres pays membres de la CEI. Ces activités de l'Association s'appuient sur la déclaration et les résolutions de la cinquième Conférence mondiale sur l'éducation des adultes.

/...

En 1997, à l'initiative de l'Association, le Comité des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la CEI a adopté un «Accord de coopération en matière de diffusion des connaissances et d'éducation des adultes» et le «Règlement du Comité inter-État en matière de diffusion des connaissances et d'éducation des adultes».

L'Association est accréditée auprès du Comité de diffusion des connaissances et d'éducation des adultes. La création de ce Comité est une grande victoire pour les organisations non gouvernementales, qui peuvent maintenant contribuer aux solutions à apporter aux grands problèmes nationaux, internationaux et mondiaux.

Le Comité a été établi en tenant compte de la principale tendance mondiale, qui consiste à réviser les concepts et les instruments du développement social, dans l'intérêt du développement stable de l'humanité, conformément à Action 21.

L'Association cherche à fournir divers services dans le domaine de l'information. Elle s'est déjà engagée dans cette voie, en créant son Agence de l'information et de services conseils. La première version d'une loi modèle sur l'éducation des adultes a été rédigée. En coopérant efficacement avec l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Association contribue à la mise en oeuvre du Programme international d'éducation relative à l'environnement, afin de soutenir les gouvernements et les organisations nationales, régionales et internationales qui favorisent l'éducation, scolaire et extra-scolaire, en matière d'environnement.

Depuis 1991, l'Association traduit en russe, publie et distribue gratuitement Connexion, une revue internationale de l'UNESCO et du PNUE sur l'éducation relative à l'environnement. Ce bulletin d'information a été distribué à des organisations de la Fédération de Russie et d'autres pays membres de la CEI, ainsi qu'à des associations de Lettonie et d'Estonie. En 1996 (du 3 au 7 octobre), le sixième Congrès de l'Association internationale s'est tenu à Kishinev (République de Moldavie). Une nouvelle conception des activités de l'Association y a été examinée et approuvée. Dans le cadre de cette nouvelle approche, une plus grande importance est accordée aux activités suivantes : éducation informative, éducation des adultes, culture et environnement. Pour chacune de ces activités, divers projets ont été proposés et sont maintenant en cours de réalisation.

Le projet «Coopération» suscite actuellement beaucoup d'intérêt. Il vise à renforcer les relations au sein de la CEI en vue d'une plus grande intégration, ainsi que les relations internationales, particulièrement dans le cadre du projet «Je suis l'habitant de la terre».

L'Association s'allierait volontiers, dans le cadre d'une coopération bénéfique à tous, à des organisations non gouvernementales qui partagent sa mission et ses objectifs et respectent les principes de base de l'action du Conseil économique et social, énoncés dans la Charte des Nations Unies.

3. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PORTS

(Statut consultatif spécial accordé en 1966)

Introduction

Fondée en 1955, l'Association internationale des ports est une organisation non gouvernementale sans but lucratif qui réunit des autorités portuaires du monde entier. Elle compte actuellement environ 340 membres, pour la plupart des autorités portuaires publiques, de 85 pays et territoires de toutes les régions du monde. Aux termes de ses statuts, le principal objectif de l'Association est «de renforcer et de favoriser les relations et la coopération entre tous les ports du monde», en contribuant à rationaliser davantage les activités portuaires grâce à des échanges de données relatives aux nouvelles techniques et technologies dans les domaines de l'aménagement, de l'organisation, de l'administration et de la gestion portuaires.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou aux conférences et autres réunions des organismes des Nations Unies

1994 :

a) Le représentant de l'Association a assisté à la Conférence de 1994 au cours de laquelle le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU a organisé une séance d'information à l'intention des organisations non gouvernementales en relation à différents titres avec l'ONU et les organisations qui lui sont reliées;

b) Le représentant de l'Association a assisté à la dix-septième Réunion consultative des parties contractantes à la Convention de Londres de 1972 de l'Organisation maritime internationale (OMI) (3-7 octobre, Londres, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);

c) Le représentant de l'Association a assisté à la troisième session du Groupe de travail sur l'interface navire/port de l'OMI (24-28 octobre, Londres, Royaume-Uni);

d) Le représentant de l'Association a assisté à la soixante-quatrième session du Comité de la sécurité maritime de l'OMI (5-9 décembre, Londres, Royaume-Uni).

1995 :

a) Le représentant de l'Association a assisté au Séminaire tripartite sur les effets sociaux et relatifs à l'emploi de l'ajustement structurel dans les industries portuaires de certains pays d'Asie et du Pacifique, organisé par l'Organisation internationale du travail (OIT) (15-21 mars, Pattaya, Thaïlande);

b) L'organisation a accueilli et parrainé une réunion du Groupe spécial d'experts sur les déblais de dragage, de la Convention de Londres (1972) de l'OMI (23-27 janvier, port de Los Angeles, États-Unis d'Amérique);

/...

c) Le représentant de l'Association a assisté à la troisième réunion du Groupe des parties contractantes pour l'amendement de la Convention de Londres de 1972 de l'OMI (24-28 avril, Londres, Royaume-Uni);

d) Le représentant de l'Association a assisté à la soixante-cinquième session du Comité de la sécurité maritime de l'OMI (9-17 mai, Londres, Royaume-Uni);

e) Le représentant de l'Association a assisté à la dix-huitième réunion du Groupe scientifique de la Convention de Londres de 1972 de l'OMI (10-14 juillet, Londres, Royaume-Uni);

f) Le représentant de l'Association a assisté à la dix-huitième réunion de la Convention de Londres de 1972 de l'OMI (4-8 décembre, Londres, Royaume-Uni);

g) Le représentant de l'Association a assisté à la dix-neuvième Assemblée de l'OMI (13-23 novembre, Londres, Royaume-Uni);

1996 :

a) Le représentant de l'Association a assisté à la Réunion intergouvernementale des experts des ports de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (18-22 mars, Genève, Suisse);

b) Le représentant de l'Association a assisté à une réunion de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, portant sur la loi modèle en matière de commerce électronique (14 juin, New York, États-Unis);

c) Le représentant de l'Association a assisté au Séminaire tripartite sur les effets sociaux et relatifs à l'emploi de l'ajustement structurel dans l'industrie portuaire, organisé par l'OIT (20-24 mai, Genève, Suisse);

d) Le représentant de l'Association a assisté à la réunion conjointe de la vingt-quatrième session du Comité de la simplification des formalités de l'OMI (FAL24) et de la quatrième session du Groupe de travail sur l'interface navire/port (8-12 janvier, Londres, Royaume-Uni);

e) Le représentant de l'Association a assisté à la Conférence internationale de l'OMI sur les substances dangereuses et nocives et la limitation de la responsabilité (15 avril-3 mai, Londres, Royaume-Uni);

f) Le représentant de l'Association a assisté à la dix-neuvième réunion du Groupe scientifique de la Convention de Londres de 1972 (Rio de Janeiro, Brésil);

g) Le représentant de l'Association a assisté à la soixante-quatorzième session du Comité Juridique de l'OMI (14-18 octobre, Londres, Royaume-Uni).

1997 :

a) Le représentant de l'Association a assisté à la trente-neuvième session du Comité de la protection du milieu marin, de l'OMI (10-14 mars, Londres, Royaume-Uni);

b) Le représentant de l'Association a assisté à la vingt-cinquième session du Comité de la simplification des formalités de l'OMI (30 juin-4 juillet, Londres, Royaume-Uni);

c) Le représentant de l'Association a assisté à la soixante-huitième session du Comité de la sécurité maritime de l'OMI (28 mai-6 juin, Londres, Royaume-Uni);

d) Le représentant de l'Association a assisté à la soixante-seizième session du Comité juridique de l'OMI (13-17 octobre, Londres, Royaume-Uni);

Coopération avec les programmes, organes et institutions spécialisées des Nations Unies

1996 : L'Association a aidé la Section ports de la CNUCED à rédiger la monographie No 13, intitulée «Freeport development : the Mauritius Experience» et la monographie No 14, intitulée «Sustainable Development Strategies for Cities and Ports», qui ont toutes les deux été publiées en 1996.

Autres activités pertinentes :

1994 : Le Conseiller juridique de l'Association a publié dans le journal de cette dernière un rapport sur les activités de la Commission des Nations Unies pour le développement durable en 1993 et les résultats de la session de la Commission qui s'est tenue du 16 au 27 mai 1994 à New York, en soulignant le rôle important que joue la Commission dans le suivi de la mise en oeuvre d'Action 21, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992).

/...

4. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCOLES DE SERVICE SOCIAL

(Statut consultatif spécial accordé en 1947)

Buts et objectifs

Dans l'énoncé de son programme, l'Association internationale des écoles de service social (AIESS) s'engage pleinement à faire prévaloir les déclarations, conventions et protocoles de l'ONU relatifs aux droits de l'homme. La mission de l'AIESS consiste à promouvoir le travail social, à favoriser le développement de l'enseignement de l'action sociale et à aider les enseignants à mettre en commun et à élaborer des programmes d'études et de recherches qui soient perfectionnés et adaptés. L'AIESS s'efforce d'atteindre ces objectifs entre autres en coopérant avec des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, en organisant des congrès, des séminaires et des ateliers s'appuyant sur les recherches et les programmes d'enseignement des membres et en publiant des rapports, des livres et autres documents, ainsi qu'une revue et un journal spécialisé. L'AIESS est également en train de mettre au point un site Web.

La période à l'étude dans le présent rapport a été marquée à ses débuts par la restructuration de l'AIESS, à la suite de la fermeture de son bureau international de Vienne et du licenciement de son personnel rémunéré. L'AIESS est désormais administrée par des membres du bureau, qui s'acquittent maintenant de leurs fonctions à titre bénévole, depuis leurs universités respectives. Ces modalités de fonctionnement ont été confirmées par le Conseil d'administration et l'Assemblée générale des membres qui s'est tenue à Amsterdam en juillet 1994 et au cours de laquelle une nouvelle constitution a été approuvée. L'AIESS n'a pas pour l'instant de Secrétaire général. En outre, de nombreuses activités ont été transférées au niveau régional et sont organisées dans les établissements qui sont membres de l'AIESS. Le courrier est à adresser à la Présidente de l'AIESS.

Le nombre d'adhérents a continué d'augmenter. Des pays d'Europe de l'Est, d'Asie de l'Est, d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord où l'action sociale n'était pas enseignée pour des raisons politiques ou idéologiques ont commencé à ouvrir des écoles et ont sollicité les conseils et l'appui de l'AIESS et de ses membres. Il existe maintenant dans le monde plus de 1 700 écoles de service social de l'enseignement supérieur, qui ont été recensées dans l'Annuaire de l'AIESS.

Pendant la période à l'étude, les organisations non gouvernementales internationales suivantes ont obtenu leur affiliation : Save the Children Fund (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); Misereor (Allemagne), Caritas International et la Croix-Rouge internationale.

Participation aux travaux du Conseil économique et social

L'AIESS a continué d'apporter son soutien aux activités du Conseil économique et social, et particulièrement à celles ayant trait au Sommet mondial pour le développement social organisé à Copenhague en mars 1995 et à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes organisée à Beijing en 1995. S'agissant du suivi de ces conférences, l'AIESS poursuit sa coopération avec

d'autres organisations non gouvernementales internationales, et notamment avec la Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales et le Conseil international de l'action sociale. En matière de développement social, l'AIESS a participé à des activités de suivi, parmi lesquelles figurent des conférences organisées en Chine, dans la région administrative spéciale de Hong-kong, en 1996, à Paris en 1998 et à Montréal en 2000. En ce qui concerne les femmes, des conférences ont eu lieu en Chine, dans la région administrative spéciale de Hong-kong, en 1996 et à New York en 1997. En outre, l'AIESS a activement participé aux préparatifs et aux activités de mise en oeuvre de l'Année internationale des personnes âgées. Ces efforts porteront leurs fruits l'an prochain. L'AIESS a également pris part à des activités de parrainage organisées dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Coopération avec des organes et institutions spécialisées des Nations Unies

L'action menée dans ce domaine a principalement eu lieu au niveau régional, au sein des établissements membres et avec le concours de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque mondiale et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). L'action visait à remédier aux problèmes des réfugiés en Bosnie et des victimes de catastrophes naturelles et à effectuer des recherches portant sur tous les problèmes sociaux liés à la pauvreté, au chômage, à l'abus de stupéfiants et d'alcool, aux problèmes de santé physique et mentale, à la criminalité et aux sévices sexuels infligés aux enfants. En outre, des programmes d'enseignement ont été mis au point dans certains de ces domaines.

La Présidente a pris la parole à des forums d'organisations non gouvernementales internationales oeuvrant en faveur des femmes, de la lutte contre le racisme et du développement social. Elle a également assisté à Genève à des séminaires de l'ONU consacrés à la lutte contre le racisme et aux migrants.

Au siège de l'ONU à New York, les représentants de l'AIESS auprès du groupe d'ONG internationales sont particulièrement actifs en ce qui concerne la condition de la femme et les droits des enfants. Ils ont également joué un rôle très important dans les préparatifs et la mise en oeuvre de la Journée annuelle de l'action sociale.

Autres activités pertinentes

Chacune des cinq régions de l'AIESS est en relation directe avec différents organes et institutions spécialisées des Nations Unies. Par exemple, la région Asie-Pacifique a participé aux travaux du PNUD et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Les écoles de la région Afrique ont collaboré avec le Fonds monétaire internationale (FMI) et la Banque mondiale sur des questions liées à l'ajustement structurel. La région Amérique latine a participé à des activités organisées dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la terre de Rio). Des mesures de réduction de la pauvreté ont également été prises. La région Europe a joué un rôle actif auprès de la Communauté européenne et du Conseil de l'Europe et a appuyé le soutien que ces deux institutions apportent aux initiatives de

/...

l'ONU. La région Amérique du Nord s'est employée à promouvoir diverses activités relatives aux migrations, au Syndrome d'immunodéficience acquise (sida), aux droits des enfants et à la lutte contre la violence au sein des familles.

La Présidente et les représentants auprès de l'ONU à New York sont les principaux interlocuteurs des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU. Les représentants auprès de l'ONU à New York ont rédigé des articles et autres documents nécessaires à la promotion des activités de l'ONU. Ils ont également assisté à des réunions organisées par l'ONU à New York et rencontrent régulièrement des fonctionnaires de l'Organisation.

5. CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

(Statut consultatif général accordé en 1947)

Mission et objectifs

Aux termes de sa constitution, le Conseil international des femmes (CIF), fondé en 1888, vise à réunir les femmes de toutes les nations, races, religions ou traditions culturelles, afin qu'ensemble elles agissent en faveur de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix, qui s'obtiendra par le règlement pacifique des conflits.

Le CIF, qui était déjà en relation avec la Société des Nations, a été l'une des 39 premières organisations non gouvernementales auxquelles a été accordé en 1947 le Statut consultatif auprès du Conseil économique et social. En 1969, le CIF a obtenu le statut consultatif de catégorie I. En outre, le Conseil international des femmes a bénéficié d'une relation spéciale avec l'Organisation internationale du travail (OIT) dès 1960.

Grâce à son réseau international, le CIF dispose d'une structure adaptée à la diffusion d'information, d'idées et de décisions adoptées par les différents organes et institutions des Nations Unies. Le CIF s'efforce actuellement d'intégrer les questions d'égalité des sexes à tous les domaines d'activités humaines.

Composition

À l'heure actuelle, le Conseil international des femmes se compose de 78 conseils nationaux de femmes provenant d'autant d'États (depuis le dernier rapport du CIF publié en 1992, de nouveaux Conseils ont été affiliés au CIF). Les constitutions de ces conseils nationaux s'appuient sur les mêmes principes. Avant d'obtenir leur affiliation, les conseils nationaux doivent indiquer leur volonté d'adhérer à ces principes et de représenter toutes les femmes de leur pays. Cet engagement est parfois difficile à respecter; le Conseil national d'Afrique du Sud, affilié au CIF depuis 1913, a dû se battre pour maintenir sa composition pluriraciale jusqu'à la fin du régime de l'Apartheid. À l'heure actuelle, le Conseil national s'efforce de recentrer les questions liées à l'égalité des sexes qui sont apparues à la suite du changement de système politique.

Participation aux sommets, conférences, réunions et commissions de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées

Le CIF considère comme un privilège le fait d'être en relation avec le Conseil économique et social et le système des Nations Unies, qui sont la seule institution à même de maintenir la paix dans le monde, sans laquelle aucun progrès ne sera jamais possible.

Le CIF constitue un réseau efficace, prêt à diffuser les résolutions, décisions et autres textes adoptés par l'ONU. Par ailleurs, le CIF est également en mesure de faire connaître auprès du public des groupes de femmes moins importants qui ne disposent pas des moyens de se faire entendre.

/...

Le CIF suit avec le plus grand intérêt les progrès de la révolution pacifique par laquelle les femmes parviennent à l'égalité avec les hommes.

Pour atteindre cet objectif, le CIF constitue actuellement un réseau de représentantes accréditées auprès du Conseil économique et social et des organes et institutions spécialisées des Nations Unies.

Des représentantes interviennent également auprès des Commissions régionales en Europe, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les représentantes accréditées du CIF travaillent bénévolement et prennent en charge elles-mêmes leurs dépenses. À présent, six personnes sont accréditées à New York, cinq à Genève, une auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), quatre à Paris, deux à Vienne, deux à Bangkok, une à Rome et une à Santiago du Chili. Le Secrétariat général fait parvenir les rapports des représentantes du CIF à tous les Conseils nationaux des femmes et aux Comités permanents chargés d'étudier les différents aspects de la condition de la femme. Les sujets étudiés correspondent toujours aux priorités établies par l'ONU. Un système de Comités permanents a été créé en 1988 afin de suivre et d'étudier des questions relatives à la condition de la femme. Ce système vient d'être restructuré de façon à être mieux adapté à l'évolution des politiques de l'ONU dans les domaines suivants :

- a) Condition de la femme : législation, mise en oeuvre des conventions, droits de l'homme, relations internationales et paix, sécurité, bien-être, éducation;
- b) Développement durable : économie, consommateurs, emploi des femmes, femmes rurales et urbaines;
- c) Bien-être général : santé, environnement, habitat, nutrition;
- d) Communications : éducation, médias, arts et littérature, musique;
- e) Affaires sociales : enfants et famille, jeunesse, vieillissement, migrations.

Activités

Les représentantes du CIF ont pris part à toutes les grandes conférences organisées par l'ONU avant la fin du siècle, parmi lesquelles figure, bien sûr, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en septembre 1995. Elles ont participé notamment aux réunions et conférence suivantes :

- a) Toutes les sessions ordinaires de la Commission de la condition de la femme de l'ONU à New York. À chaque session, les Présidentes qui se sont succédé à la tête du CIF ont pris la parole;
- b) Toutes les sessions ordinaires de la Commission des droits de l'homme, à Genève, en 1994, 1995, 1996, 1997 et 1998. Le CIF a cosigné les déclarations écrites et verbales préparées par des organisations non gouvernementales de femmes;

/...

c) Toutes les sessions ordinaires de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités, à Genève, en 1994, 1995, 1996, 1997 et 1998. Le CIF a cosigné des déclarations sur les droits fondamentaux des femmes;

d) Toutes les réunions ordinaires de l'OMS, à Genève;

e) Toutes les conférences ordinaires de l'Organisation internationale du travail (1994, 1995, 1996 et 1997);

f) Sommet mondial pour le développement social, à Copenhague (1995);

g) Conférence internationale sur la population et le développement, au Caire;

h) Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, organisée à Beijing en 1995. Le CIF y était représenté par la Présidente et par l'équipe de New York. La Présidente du CIF a publié une déclaration dans laquelle elle soulignait la nécessité d'accorder une plus grande importance au respect des droits fondamentaux des femmes et de renforcer les partenariats entre gouvernements et organisations non gouvernementales en matière d'évaluation des politiques de développement;

i) Vingt-huitième et vingt-neuvième sessions de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (Paris, 1995 et 1997);

j) Conférence internationale pour la croissance et l'équité durable, organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED);

k) Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), à Istanbul, en 1996;

l) Sommet mondial de l'alimentation, à Rome, en 1996. À cette occasion, la CIF a présenté une déclaration rappelant l'importance de respecter, en ce qui concerne les femmes et les filles, les dispositions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

m) Septième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) à Vienne.

Tous les adhérents ont reçu de l'information sur les questions relevant de la compétence des organismes susmentionnés et se rattachant au travail du CIF.

Le CIF travaille également en collaboration étroite avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à New York et à Genève. Des représentantes sont accréditées auprès de ces deux sièges.

Le CIF a participé aux grands Forums organisés dans le cadre des conférences mondiales précédemment mentionnées, et particulièrement à l'occasion de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing, d'Habitat II à

/...

Istanbul et du Sommet mondial de l'alimentation à Rome, au cours duquel le CIF a assumé la direction du Groupe des femmes.

Depuis sa création en 1888, le CIF s'intéresse à la protection de l'environnement. Le CIF surveille actuellement de près «la gestion durable de l'eau», la préservation des espèces végétales et animales, en diffusant notamment les informations nécessaires et en compilant des données.

Le CIF participe à diverses initiatives d'ONG organisées parallèlement à des commissions d'experts de l'ONU, notamment à la Commission de la condition de la femme, à Vienne puis à New York, la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités, à Genève et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome; l'OMS à Genève. En outre, le CIF a été présent aux différentes réunions d'information organisées par l'ONU à l'intention de l'ensemble des ONG.

Le CIF est résolument favorable à la création d'une Cour pénale internationale, habilitée à juger les crimes perpétrés pendant les génocides qui ont eu lieu en Afrique, dans la région des Grands Lacs, et particulièrement les crimes perpétrés contre des femmes et des enfants.

Lors de sa dernière Assemblée générale statutaire triennale, organisée à Ottawa en juin 1997, le CIF a réaffirmé à l'approche du troisième millénaire sa volonté de voir se terminer l'exclusion dont les femmes sont encore trop nombreuses à souffrir de par le monde et de continuer, avec ses organisations affiliées, à «agir en faveur de nos objectifs communs : l'égalité pour tous les êtres humains».

Activités régionales

Ces 30 dernières années, le CIF a organisé dans le monde entier de nombreux séminaires et ateliers régionaux portant sur des thèmes très divers, avec le concours des organisations nationales affiliées. Les séminaires les plus récents ont été organisés à Arusha (1997), à la Barbade (avril 1998) sur la santé et le bien-être, en Allemagne (janvier-février 1998) sur le maintien de la paix et à Budapest (avril 1998) sur les femmes dans la vie professionnelle et la société. Un séminaire sur «Les femmes aux fonctions de direction - aider les femmes à s'aider elles-mêmes», qui devrait avoir lieu en octobre 1998 en Israël, est en cours de préparation.

Le CIF a également contribué activement à la Journée de la femme, ainsi qu'à diverses réunions sur les personnes âgées et le désarmement, pour ne citer que quelques exemples importants. Les conseils nationaux ont apporté leur soutien à la Célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Quatre groupements régionaux de conseils nationaux ont été constitués afin d'agir conformément aux orientations du système des Nations Unies :

a) En Europe, le Centre européen du CIF est doté du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et joue à cet égard un rôle prédominant parmi les ONG. Il est l'un des fondateurs du Groupe des femmes européennes, au Conseil

/...

d'administration duquel il participe. La Présidente du Centre européen est membre du Parlement européen. Toute la législation se rattachant à l'égalisation des chances des femmes et des hommes est soigneusement étudiée et suivie, et des recommandations sont ensuite formulées à la Commission européenne;

- b) Aux États-Unis (l'ARC);
En Asie et dans le Pacifique;
En Afrique.

Ces quatre groupes se réunissent régulièrement pour débattre des problèmes qu'ils rencontrent et rendre compte de leurs activités à l'Assemblée générale statutaire triennale.

Autres activités pertinentes

Dans leurs pays respectifs, nombre de nos conseils nationaux contribuent très activement et utilement à améliorer la condition des femmes et les possibilités qui leur sont offertes. Le CIF joue un rôle important d'intermédiaire en les informant des grands sujets de préoccupation de l'ONU et en les encourageant à donner la priorité à ces questions.

Le CIF a établi un système de petits projets de développement, organisé par et pour les femmes. Un fonds spécial a été créé pour recevoir des donations permettant aux associations locales de femmes d'entreprendre d'autres activités utiles visant à améliorer la vie de leurs communautés, par exemple en matière de nutrition et d'alimentation, d'approvisionnement en eau et de scolarisation, ou en créant à petite échelle des activités rémunératrices.

Dans le même domaine, le CIF participe, avec cinq organisations affiliées, à un projet baptisé «FIVE O», visant à mettre en oeuvre des projets plus ambitieux.

Dans le cadre du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le CIF a contribué à la production d'un film intitulé «Laruan» et visant à lutter contre la traite des femmes et des enfants. Ce projet spécial a bénéficié du soutien ou du financement :

- a) D'organismes des Nations Unies : Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), UNICEF, OMS et OIT;
- b) D'autres sources : Fondation du roi Baudouin, Groupe des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et des États membres de la Convention de Lomé.

Le CIF publie un bulletin d'information trimestriel distribué en interne.

6. FÉDÉRATION ROUTIÈRE INTERNATIONALE

(Statut consultatif spécial accordé en 1951)

À propos de la Fédération routière internationale (FRI)

La Fédération routière internationale est une organisation de services, à but non lucratif et apolitique, dont la mission et l'objectif consistent à promouvoir l'amélioration des réseaux routiers et des systèmes de transport dans le monde entier et à aider à mettre en pratique des techniques et des méthodes de gestion qui optimiseront le rendement économique et social des investissements routiers nationaux.

La FRI a été fondée au lendemain de la seconde guerre mondiale par des chefs d'entreprise et des industriels qui avaient compris la nécessité de créer une organisation internationale qui mettrait en évidence l'importance croissante, sur le plan économique et social, de réseaux routiers adéquats et aiderait à reconstruire les systèmes routiers européens endommagés par la guerre. Au fil des ans, la FRI a réalisé des progrès importants dans le domaine de l'infrastructure routière mondiale, en faisant notamment construire 1 000 km de routes au Mexique dans les années 50, en apportant son soutien à la Pan-American Highway qui relie l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud et en lançant sa publication phare World Road Statistics, ainsi qu'en effectuant des recherches sur les routes, dont notamment un inventaire des recherches sur les routes et les transports de 140 pays, réalisé avec le concours du Bureau of Public Roads des États-Unis.

À l'heure actuelle, la FRI est une organisation internationale à laquelle sont affiliés environ 600 entreprises, associations et gouvernements du monde entier, qui apportent leur assistance et leur appui aux deux bureaux de Washington et de Genève (Suisse). La mission de la FRI est de promouvoir le développement de l'infrastructure routière et d'en faire connaître l'importance pour la croissance économique et sociale, d'apporter aux gouvernements et aux institutions financières des conseils professionnels et des services d'expert, de permettre aux membres de se contacter afin de faciliter la coopération professionnelle, d'établir des liens entre les membres de la FRI et divers organismes et institutions externes, d'apporter son soutien aux fédérations routières nationales et de fournir de l'information aux groupements professionnels qui construisent l'infrastructure routière.

La FRI remplit sa mission au moyen de six grands programmes internationaux. Ces programmes sont les suivantes :

- a) Développement des routes transnationales : Advanced Integrated Motorway System for Europe (AIMSE) II, Routes de la soie, Autoroutes africaines;
- b) Éducation : Programme de bourses d'études de la FRI;
- c) Formation : Conférences exécutives et vidéos de formation;
- d) Mobilisation et activités externes : convaincre l'Union européenne (UE) et ses institutions d'améliorer le développement des routes et les investissements dans ce domaine, obtenir, avec le concours des gouvernements

/...

d'Amérique latine, de grandes réformes routières, participer aux réunions de l'industrie routière comme Intertrafic, Bauma et Samoter, et coopérer avec l'ONU et d'autres organismes internationaux afin de promouvoir le développement routier;

e) Réunions, conférences et colloques :

- i) 2001 : Quatorzième réunion mondiale de la FRI, Paris (France);
- ii) 1999 : Réunion régionale européenne, Lahti (Finlande);
- iii) 1998 : Conférence sur les routes de la soie de la FRI, Ashkabad (Turkménistan); Intelligent Transportation Systems (ITS) en Amérique latine, Buenos Aires (Argentine);
- iv) 1997 : Treizième réunion mondiale de la FRI, Toronto (Canada); Russian Road Pavement and Finance Seminar, Moscou;

f) Produits et publications : RoadEx - un nouveau centre d'achat et de vente d'équipement routier d'occasion sur Internet, WorldRoad Statistics; Motorway Data Bank for Europe; European Road Sign Inventories; et diverses publications informatives.

Membres de la RFI par catégorie

Associations, organisations professionnelles et sectorielles	40
Distributeurs de matériel de construction	8
Fabricants de matériel de construction - Machines	245
Services conseils en ingénierie et en gestion	71
Entrepreneurs : construction routière	65
Centres d'enseignement et de recherche	27
Organismes gouvernementaux	50
Technologies de systèmes d'autoroutes	7
Divers	3
Associations routières nationales	38
Industrie du pétrole et du bitume	4
Publications	11
Fabricants de matériaux de construction routière	16
Opérateurs d'infrastructure routière	8
Signalisation routière et dispositifs de sécurité	29
Fabricants de pneus et d'accessoires automobiles	6

Réalisations marquantes du programme de la FRI : développement routier

AIMSE II : aider l'UE à développer les autoroutes transnationales
 Les projets AIMSE (Advanced Integrated Motorway System for Europe) de la FRI comprennent deux phases. La première, AIMSE, projet de grande envergure portant sur un réseau autoroutier transeuropéen financé et construit en grande partie par le secteur privé, dans le cadre du Trans-European Road Network (TERN) de l'UE, s'est achevée en 1990.

La phase de suivi, AIMSE II, a commencé en 1994 et a été mise en oeuvre en 1995. TERN et AIMSE II visent à moderniser au total 43 000 km d'autoroutes européennes et à créer 15 000 km de jonctions supplémentaires, afin d'obtenir un système intégré et moderne, respectueux des usagers et de l'environnement. De grandes entreprises européennes achètent actuellement des parts d'une société de conseils, Groupement européen d'intérêt économique (GEIE), qui effectuera des prévisions réalistes de la circulation, intégrera le schéma directeur du TERN et identifiera des tronçons d'autoroute qui pourraient être construits par le secteur privé sur la base du «péage des usagers».

Routes de la soie : la FRI revitalise les anciennes routes commerciales entre l'Europe et la Chine

La FRI a mis au point un programme s'échelonnant sur plusieurs années et visant à revitaliser les anciennes routes de la soie entre l'Europe et la Chine, qui relie actuellement les Républiques asiatiques du Turkménistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, d'Ouzbékistan et du Tadjikistan à la Turquie, la République islamique d'Iran et l'Ouest de la Chine.

À l'époque moderne, ces routes sont devenues quasiment impraticables et depuis leur indépendance en 1990, ces républiques n'ont pas pu commercer librement avec leurs voisins. Les échanges commerciaux entre républiques en ont été réduits de 79 % et il reste peu de fonds à allouer à l'entretien de l'infrastructure. Le programme de la FRI, qui a débuté en 1996, comprend : la publication d'information sur tous les organismes opérant dans la région, une grande conférence internationale de la FRI sur l'infrastructure des Routes de la soie, organisée dans le Turkménistan en avril 1998, la publication de données sur la circulation routière et de comptes rendus de la conférence, la création d'un programme de formation régionale de la FRI destiné aux professionnels de la route et des projets de consortiums privés visant à construire de nouvelles voies le long des routes de la soie.

La Banque de données routières africaines de la FRI : relancer le développement routier en Afrique

Avec le concours de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies, la FRI constitue une nouvelle Banque de données routières africaines, qui contient des informations sur tous les projets entrepris, et notamment sur leur emplacement, leurs coûts et les taux de circulation. Ce projet sera un outil essentiel en matière de développement routier, car l'obtention des fonds d'investissements destinés aux routes a en grande partie été limitée par l'insuffisance des données disponibles. En 1997, après avoir présenté à des donateurs potentiels africains et internationaux un aperçu du projet en vue d'obtenir de l'aide financière, la FRI et la CEA attendent des réponses positives.

Éducation

Le Programme de bourses d'études

Tous les ans, la FRI accorde des bourses d'études universitaires à des ingénieurs et des gestionnaires dans le domaine des transports. Depuis 1949, 1 042 bourses ont été accordées à des participants originaires de 108 pays, qui

/...

ont suivi des cours dans 78 universités des États-Unis, du Canada et d'Europe. Les boursiers sont hautement qualifiés et ont une forte influence sur le développement harmonieux des systèmes de transport dans le monde. La promotion 1996/97 comprenait 26 boursiers originaires de 11 pays : Afrique du Sud, Argentine, Barbade, Chine, Estonie, États-Unis, Japon, Maroc, Mexique, Pakistan et Swaziland.

Formation

Conférences exécutives de la FRI

Les Conférences exécutives de la FRI sont de courts stages de formation d'une à deux semaines, s'adressant à des spécialistes des systèmes routiers et portant sur des thèmes précis se rattachant aux routes. Ces stages, dispensés sous la forme de cours collectifs, mettent l'accent sur la génération d'idées et la formation pratique. On compte parmi les intervenants des professeurs d'université, des banquiers, et des experts de diverses disciplines, ainsi que des sociétés membres de la FRI. La FRI organise quatre Conférences exécutives par an. Le programme de l'année 1998 portait sur les thèmes suivants : Engorgement de la circulation urbaine et environnement, Gestion des ressources routières, Maintenance des contrats et Sécurité routière.

Vidéos de la FRI : cours pratiques en techniques routières

Depuis 1994, la FRI continue à agrandir et à mettre à jour sa gamme de vidéos de formation, qui comprend plus de 11 000 cassettes vidéo de qualité professionnelle en huit langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais, russe et turque). Ces quatre dernières années, la FRI a produit de nouvelles vidéos et en a fait traduire des dizaines d'autres en plusieurs langues.

La gamme de vidéos de formation de la FRI propose une formation technique complète dans les domaines suivants : entretien des routes, entretien et opération du matériel, inspection de la construction, tests du ciment et du béton, contrôle de la circulation, sécurité au travail, sécurité autoroutière, maintenance des contrats, systèmes de gestion autoroutière, systèmes de gestion du matériel, système de gestion de la construction, routes peu fréquentées et transfert de technologie.

Produits et publications de la FRI

World Road Statistics

Publié tous les ans et préparé en étroite coopération avec les centres de statistiques d'environ 200 pays, World Road Statistics contient des données mondiales dans les domaines suivants : circulation et réseaux routiers; accidents; véhicules en circulation, production et exportations; essences; barème et bases des impôts des usagers; exemples d'imposition annuelle moyenne, et dépenses totales consacrées aux routes. L'édition de 1998 propose des données supplémentaires, avec notamment des graphiques et des cartes.

Motorway Data Bank for Europe

La première édition de la base de données Motorway Data Bank for Europe de la FRI a été produite en 1994 et a été suivie d'une deuxième édition en 1995. Avec plus de 300 pages de tableaux, de cartes et de graphiques détaillés, elle présente, pays par pays, des données sur les tronçons d'autoroutes actuels et planifiés, dans toute l'Europe. On y trouve également les taux de circulation, le nombre de voies des autoroutes, les régimes de propriété des routes, et les priorités en matière de péage et de planification.

Mise au point avec le concours de l'Institut technique de la circulation de l'Université de Ljubljana de Slovénie, la version standard comprend des disquettes ACCESS et EXCEL qui permettent aux utilisateurs d'effectuer des recherches personnalisées à partir des tableaux. La base de données est également proposée sous la forme d'un Système d'information géographique, avec des simulations cartographiques électroniques et un ensemble complet de logiciels et de manuels de formation.

RoadEx

Créé en 1998, RoadEx est la nouvelle plate-forme Internet de la FRI, qui permet aux fabricants de matériel de construction routière d'acheter ou de vendre du matériel d'occasion. De nombreuses sociétés de construction routière européenne ont souvent du matériel d'occasion à vendre mais ne savent pas à qui le vendre ou le louer dans d'autres régions. La mondialisation des échanges économiques et la possibilité de commercer sur Internet ont amené la FRI et le Urban Mobility Network Group (UMN) à créer RoadEx, un site Internet d'échanges commerciaux du secteur routier, s'adressant aux professionnels de la construction routière et, en particulier, aux membres européens de la FRI. En s'abonnant à RoadEx, les fournisseurs peuvent mettre en vente leur matériel de construction routière d'occasion à l'échelle mondiale, et les acheteurs disposent d'un centre où le matériel d'occasion est facilement accessible, et les services proposés rentables et conviviaux.

Participation aux activités du système des Nations Unies

FRI et CEA

En 1996, la FRI et la CEA ont signé un Accord de coopération, en vue d'entreprendre diverses activités, dont notamment l'organisation de conférences internationales sur les routes et les transports et la compilation et la production d'une Base de données sur les routes africaines. La première conférence commune FRI-CEA s'est tenue à Johannesburg (Afrique du Sud) en 1995. Depuis, la FRI a participé en 1997 à une conférence de la CEA au Ghana et d'autres conférences communes sont prévues.

CEE

La FRI participe régulièrement aux réunions du Comité de transport intérieur de la CEE, ainsi qu'au projet Trans-European Motorways (TEM).

CESAP

La FRI coopère avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en vue de promouvoir le développement des réseaux routiers, particulièrement en Asie centrale dans le cadre du Programme des routes de la soie de la FRI.

/...

7. UNION INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE SOCIALISTE

(Statut consultatif spécial accordé en 1951)

Mission et objectifs

Alliée avec l'Internationale socialiste du mouvement ouvrier international, l'Union internationale de la jeunesse socialiste (UIJS) réunit les organisations de jeunes et d'étudiants démocrates socialistes dans leur lutte en faveur du socialisme, de la démocratie et de l'internationalisme.

L'UIJS vise à mettre en pratique les idées démocrates socialistes, comme celles qui sont énoncées dans la Déclaration de principes. À cet égard, la mission première de l'UIJS consiste à renforcer constamment la solidarité entre tous les jeunes socialistes du monde, et de permettre ainsi d'obtenir la coopération et la mobilisation communes nécessaires au succès du socialisme.

Par l'intermédiaire de ses organisations membres, l'UIJS aide les jeunes de la façon suivante :

- a) En réunissant les membres et en favorisant leur entente et leur apprentissage commun, dans le but de formuler des politiques et des mesures énergiques;
- b) En représentant le mouvement mondial de la jeunesse socialiste auprès des associations internationales et des organismes intergouvernementaux, conformément à la Déclaration de principes et aux décisions prises par les organes de l'UIJS;
- c) En organisant des activités communes et des échanges d'information visant à promouvoir et à développer l'action politique et sociale des organisations membres.

L'UIJS a été fondée le 24 août 1907. Ses activités ont été interrompues pendant les deux guerres mondiales et l'Union a été rétablie sous son appellation actuelle le 30 septembre 1946. En 1998, l'UIJS réunit 132 organisations de jeunes socialistes, sociaux démocrates et ouvriers, réparties dans 100 pays de toutes les régions du monde. L'objectif de notre Union internationale est de mettre en pratique et de défendre les idéaux du socialisme démocratique.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires ou ses conférences

Participation générale aux activités de l'ONU et à son action en faveur de la jeunesse

L'UIJS s'est efforcée de contribuer à l'élaboration du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà. Elle a par exemple présenté le 24 septembre 1994 un document directif sur l'UIJS et l'ONU au «Service de la jeunesse» du Secrétariat de l'ONU. À plusieurs reprises, l'UIJS a exprimé sa déception face au peu d'influence qu'ont pu exercer les ONG de jeunes sur le Programme d'action mondial pour la jeunesse. L'UIJS s'est également

/...

efforcée d'encourager d'autres ONG de jeunes à présenter des amendements et des commentaires relatifs au Programme, bien qu'elle ait considéré que le premier avant-projet soumis à l'examen des organisations de jeunes ait été plutôt «vague, technique et édulcoré sur le plan politique» (Rapport interne de la consultation des organisations non gouvernementales de jeunes au siège de l'ONU à New York, le 26 et 27 septembre 1994).

L'UIJS a également participé activement aux activités marquant le dixième anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse, en 1995 :

a) Entre autres choses, l'UIJS a oeuvré en faveur de l'organisation d'un Forum mondial de la jeunesse en 1995;

b) L'UIJS a également encouragé ses organisations membres à mobiliser leur gouvernement en vue d'envoyer en 1995 un délégué de la jeunesse à l'Assemblée générale de l'ONU;

c) L'UIJS a conseillé ses organisations membres en vue de faire de la jeunesse l'un des principaux thèmes de la célébration, dans leur pays respectif, du cinquantième anniversaire de l'ONU.

Participation aux activités organisées par le Sous-programme sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse, de la Division des politiques sociales et du développement social du Département de la coordination des politiques et du développement durable

L'UIJS, qui est l'une des plus grandes organisations de jeunes dans le monde, a entrepris, dans le domaine de la jeunesse, une coopération étroite avec différents organes de l'ONU, et notamment avec le Service de la jeunesse, c'est-à-dire le Service des politiques et programmes en faveur de la jeunesse de la Division des politiques sociales et du développement social du Département de la coordination des politiques et du développement durable.

L'UIJS a participé entre autres aux réunions suivantes, organisées par le Service de la jeunesse :

a) Consultation non gouvernementale de la jeunesse au siège de l'ONU à New York, le 26 et 27 septembre 1994;

b) Toutes les réunions préparatoires (par exemple du 17 au 19 juillet à New York) de la seconde session du Forum mondial de la jeunesse du système des Nations Unies, qui s'est tenue à Vienne (Autriche) en novembre 1996, l'UIJS étant membre du Comité de planification;

c) Toutes les réunions préparatoires de la troisième session du Forum mondial de la jeunesse du système des Nations Unies, qui s'est tenue à Braga (Portugal) du 2 au 8 août 1998, l'UIJS étant membre de l'Équipe préparatoire;

d) Sommet mondial de la jeunesse, dans le cadre du Sommet mondial pour le développement social, organisé à Copenhague (Danemark) du 3 au 5 mars 1995.

Participation à d'autres réunions et conférences mondiales du système des Nations Unies

En outre, entre 1994 et 1997, l'UIJS a participé entre autres aux réunions et conférences suivantes des Nations Unies :

- a) Conférence sur la population et le développement, au Caire (Égypte) en 1994;
- b) Sommet mondial pour le développement social, à Copenhague (Danemark) en mars 1995;
- c) Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing (Chine) en 1995.

/...

8. UNION MONDIALE DES AVEUGLES

(Statut consultatif spécial accordé en 1984)

Introduction

L'Union mondiale des aveugles (UMA) est une coalition d'organisations réunissant des aveugles ou oeuvrant en leur faveur, dont la mission est de favoriser la pleine participation et l'égalisation des chances des aveugles dans la société. L'UMA s'emploie à coordonner les activités internationales concernant les aveugles, à assurer les droits fondamentaux des aveugles et à promouvoir des études et des projets pilotes innovateurs dans le domaine des prestations de services aux aveugles ou du soutien mutuel entre aveugles. L'UMA donne un nouveau sens au mot «aveugle», grâce au pouvoir de l'imagination. Elle a des organisations membres dans quasiment tous les pays du monde. D'après la liste la plus récente de ses adhérents, elle compte parmi ses membres 154 pays. Ces pays membres ont leurs propres groupes régionaux en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique.

Relations avec le système des Nations Unies

L'UMA est en relation officielle avec les organismes suivants des Nations Unies : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle s'emploie à entretenir de bonnes relations avec ces organismes de façon à ce qu'ils apportent leur appui à la réalisation de ses principaux objectifs. L'UMA s'efforce de contribuer à la réalisation des buts des organismes des Nations Unies en appuyant des activités visant à garantir l'égalité des chances offertes aux personnes que l'UMA représente.

Participation à la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées dans la région de l'Asie et du Pacifique

Les dirigeants internationaux et régionaux de l'UMA ont joué un rôle important dans toutes les initiatives entreprises dans le cadre de la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées dans la région de l'Asie et du Pacifique. Ils ont participé très activement à la Conférence organisée à Beijing pour marquer le début de la Décennie. Les représentants régionaux de l'UMA font partie de l'équipe spéciale qu'a constituée à Bangkok la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Règles pour l'égalisation des chances des handicapés

L'Union mondiale des aveugles aurait certes préféré l'adoption d'une convention interdisant toute forme de discrimination pour cause d'incapacité, mais elle a néanmoins participé très activement à toutes les initiatives visant à mettre en oeuvre les Règles pour l'égalisation des chances. Deux représentants de l'UMA ont fait partie du Groupe d'experts collaborant avec le Rapporteur spécial sur la situation des handicapés de la Commission du développement

/...

social. L'UMA a rédigé un Guide d'application des Règles pour l'égalisation des chances et des exemplaires de ce Guide et des Règles pour l'égalisation des chances sont distribués aux personnes qui en font la demande.

Droits de l'homme

En 1993, l'UMA a établi un nouveau comité permanent, le Comité des droits de l'homme, et, pendant la période à l'étude, ce Comité a été très actif, en s'intéressant à la fois à des questions d'ordre général et à des cas précis de violation des droits de l'homme pour cause d'incapacité. C'est ainsi qu'en 1995 nous avons réussi à garantir la libre admission des aveugles et des handicapés de la vue dans les universités de Thaïlande. En août 1995 s'est tenue à Lima (Pérou) la deuxième conférence d'Amérique latine sur les droits fondamentaux des aveugles, dont les conclusions ont été publiées dans notre magazine The World Blind.

Réadaptation

Grâce à son Comité spécial sur la réadaptation et l'emploi, l'Union mondiale des aveugles a organisé en novembre 1994 à Jomtien (Thaïlande) un Forum mondial sur la réadaptation des aveugles et des handicapés de la vue. Le rapport rédigé à l'issue de ce Forum est actuellement distribué auprès d'un grand nombre de personnes.

Développement organisationnel

Assumant pleinement le rôle central que l'ONU a conféré aux organisations de personnes handicapées dans les Règles pour l'égalisation des chances, l'Union mondiale des aveugles poursuit ses efforts en matière de développement organisationnel. Son Projet de développement institutionnel continue de donner des résultats très positifs, principalement dans des pays africains tels que l'Ouganda, le Ghana, la Gambie, l'Afrique du Sud, le Kenya et la République-Unie de Tanzanie.

L'UMA s'efforce actuellement de compléter ces activités par des efforts en direction des communautés linguistiques précises, comme par exemple les pays francophones, les pays lusophones, l'ensemble des pays de langue turque, etc.

Groupes défavorisés

Pendant la période à l'étude, l'Union mondiale des aveugles a continué à mettre au point des stratégies visant à mieux répondre aux besoins particuliers de divers groupes défavorisés d'aveugles, et notamment des jeunes, des femmes, des personnes âgées et des personnes atteintes d'incapacités multiples. Assurer l'égalité à tous les niveaux des femmes aveugles est notre priorité constante, et des conférences régionales de femmes aveugles ont été organisées en Amérique latine en mai 1994, en Afrique en octobre 1994, dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique en avril 1995, dans le Moyen-Orient en octobre 1995 et en Europe en juin 1996. Avant la quatrième Assemblée générale de l'Union mondiale des aveugles qui s'est tenue à Toronto (Canada), du 26 au 30 août 1996, l'UMA a organisé un Forum mondial sur les femmes aveugles.

L'Union mondiale de la jeunesse dispose maintenant d'un Comité permanent sur la cécité et le vieillissement, formé à partir d'un groupe spécial créé en 1995.

9. FÉDÉRATION MONDIALE DES SOURDS

(Statut consultatif spécial accordé en 1959)

Introduction

La Fédération mondiale des sourds (FMS) est la plus importante organisation non gouvernementale internationale oeuvrant en faveur des sourds; elle représente environ 70 millions de personnes dans le monde entier. Elle réunit des organisations nationales de sourds de 120 pays (il n'y en avait que 93 à la fin 1993) et des membres associés, internationaux et individuels. En outre, la FMS a sept Secrétariats régionaux (il n'y en avait que quatre à la fin 1993) dans différentes régions du monde, et un Partenaire de coopération dans les pays de l'Union européenne (UE).

Conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés et d'autres dispositions et recommandations générales des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, la FMS a pour objectif d'égaliser les chances offertes aux sourds et de leur permettre de participer pleinement à la société. La FMS oeuvre en faveur des droits de l'homme, de l'égalité en matière d'éducation et de l'amélioration des possibilités offertes aux sourds dans le monde entier.

À l'heure actuelle, les priorités de la FMS sont les suivantes :

- a) Les droits fondamentaux des sourds et l'abolition de la discrimination à l'égard des communautés de sourds et des langages de signes;
- b) L'éducation des sourds;
- c) Le renforcement des associations de sourds et l'aide à la création d'associations dans les régions où il n'en existe aucune actuellement;
- d) Le renforcement de l'action et de la coopération régionales.

La priorité est donnée aux sourds vivant dans les pays en développement.

Coopération avec le Conseil économique et social

Le Directeur du Secrétariat régional de la FMS pour l'Asie et le Pacifique a assisté au Deuxième réseau régional d'ONG pour la promotion de la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (20-22 juillet 1994) organisé aux Philippines par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Le président de l'époque de la FMS a assisté à la Réunion des organisations internationales de personnes handicapées, qui s'est tenue le 20 août 1994, à New York (États-Unis d'Amérique).

La FMS participe au Groupe d'experts auprès du Rapporteur spécial sur les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés, depuis sa réunion inaugurale (15-17 février 1995). Des représentants du FMS (de la Finlande et de la Malaisie) ont assisté à toutes les réunions du Groupe d'experts de 1995 à 1997, ainsi qu'à toutes les réunions de l'ONU auxquelles a participé le Groupe

d'experts. En outre, la FMS a rédigé des directives sur l'application des Règles pour l'égalisation, qu'elle a envoyées à toutes les organisations membres; ce document a été traduit dans toutes les langues officielles de l'ONU et un exemplaire des Règles pour l'égalisation dans la langue de l'organisation destinataire a été joint à chaque envoi.

La FMS a participé aux réunions préparatoires du Sommet mondial sur le développement social et a bénéficié d'une bonne représentation lors du Sommet (6-12 mars 1995). Des représentants ont également pris part à un Forum des ONG et à une Conférence internationale des ONG sur les incapacités (3 mars 1995), ainsi qu'à d'autres réunions organisées pendant le Sommet.

Quatre représentants ont assisté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue du 4 au 15 septembre 1995 à Beijing (Chine).

Des données sur les sourds et le langage des signes ont été communiquées à la base de données du centre de documentation des Nations Unies sur l'incapacité et l'invalidité.

Le Secrétaire général a transmis des données sur les sourds et leurs besoins au Projet d'assistance technologique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Coopération avec des programmes, des organes et des institutions spécialisées des Nations Unies

Un représentant de la FMS a assisté à la Première Consultation régionale des ONG internationales d'Asie et du Pacifique, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Hanoi (Viet Nam) du 7 au 11 mars 1994.

Un expert de la FMS a assisté à la vingt-huitième conférence du Conseil des organisations internationales des sciences médicales, intitulée «Vulnérabilité, la valeur de la vie humaine et l'émergence de la bioéthique», qui s'est tenue à Mexico du 17 au 20 avril 1994.

Un expert de la FMS a assisté à la Conférence mondiale sur les besoins éducatifs spéciaux, intitulée «accès et qualité», organisée à Salamanque (Espagne) du 7 au 10 juin 1994. Cet expert a veillé à ce que les besoins des enfants sourds soient pris en compte dans le document publié à l'issue de cette conférence et intitulé «Déclaration de Salamanque et Cadre d'action pour les besoins éducatifs spéciaux». Le Secrétaire général de l'époque de la FMS a rencontré le 1er novembre 1994 à Genève (Suisse) des représentants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin de préparer un Plan de travail et de coopération. Ce Plan de travail a été suivi pendant le mandat du Secrétaire général en question.

Le Secrétaire général de l'époque de la FMS a assisté du 6 au 8 février 1995 à la réunion du Réseau mondial de centres de recherches sur les incapacités et le travail organisée à Genève (Suisse) par l'Organisation internationale du travail (OIT).

Le Secrétaire général a assisté en partie à la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration de l'OMS, qui s'est tenue du 13 au 24 janvier 1997 à Genève (Suisse).

Un expert de la FMS a présenté un exposé lors des Journées d'études mondiales sur les enfants handicapés dans les pays en développement, organisées du 5 au 7 février 1997 à Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique).

Le Secrétaire général a assisté à la Conférence internationale du Conseil des organisations internationales des sciences médicales consacrée à «L'éthique, l'équité et le renouveau de la stratégie 'Santé pour tous' de l'OMS», organisée du 12 au 14 mars 1997 à Genève (Suisse).

Plusieurs représentants ont assisté à la Conférence internationale sur l'éducation des adultes parrainée par l'UNESCO, qui s'est tenue à Hambourg (Allemagne) du 14 au 18 juillet 1997. Ces représentants ont participé à l'élaboration du Rapport et des Recommandations finales de cette Conférence. Le Président a présenté un exposé lors de la réunion régionale de l'OMS, organisée à Moscou (Fédération de Russie) en septembre 1997.

Le Secrétaire général a assisté pendant plusieurs jours à la vingt-neuvième Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue à Paris (France) en octobre 1997.

Autres activités pertinentes

En 1994, la FMS a publié son Manuel sur la façon de créer et de gérer des organisations de sourds, qui s'inspire en partie de la publication Organisations d'auto-assistance des personnes handicapées (1991) du Conseil économique et social. Ce Manuel vise à aider les sourds à établir et à renforcer leurs organisations et leurs activités. La traduction du manuel en différentes langues a été financée par un Fonds de contributions volontaires des Nations Unies. En 1995, la FMS a rédigé à l'usage des organisations membres les «Instructions de la FMS sur l'application de la Déclaration de Salamanque» et les a distribuées, avec des exemplaires de la «Déclaration de Salamanque et du Cadre d'action pour les besoins éducatifs spéciaux» traduits en toutes les langues officielles de l'ONU.

En 1995, la FMS a produit une vidéo intitulée «With Knowledge, Will and Emotion Towards Human Rights». Cette vidéo présente l'histoire et l'action de la FMS et l'une de ses sections est consacrée à la coopération avec le Conseil économique et social et d'autres organes de l'ONU.

Lors de la première Conférence finlandaise des femmes sourdes, en octobre 1996, le Secrétaire général a présenté un exposé sur la Commission de la condition de la femme et ses programmes.

Par l'intermédiaire de son magazine WFD NEWS et de circulaires, la FMS fait régulièrement parvenir à ses membres de l'information sur l'ONU, ou en provenance de l'ONU, et encourage leur participation au niveau local. La FMS observe les journées et les semaines de l'ONU et encourage ses membres à faire de même.

10. ORGANISATION MONDIALE DU MOUVEMENT SCOUT

(Statut consultatif général accordé en 1947)

Le scoutisme est un mouvement bénévole apolitique et extrascolaire ouvert à tous les jeunes, d'après la mission, les principes et la méthode définis en 1907 par le fondateur de l'organisation, Robert Baden-Powell. L'Organisation mondiale du mouvement scout est une organisation internationale et non gouvernementale, composée d'organisations nationales de scoutisme accréditées. Sa première Assemblée générale a eu lieu à Paris en juillet 1922. Depuis 1993, 17 nouveaux pays ont été admis au sein de l'Organisation mondiale. À la fin de l'année 1997, on comptait 148 pays ayant une organisation nationale de scoutisme accréditée sur le plan international.

Activités du système des Nations Unies auxquelles l'Organisation mondiale a participé :

1994 :

a) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : santé infantile. James Grant et Jacques Moreillon ont signé à Genève un accord de coopération entre l'Organisation mondiale et l'UNICEF, portant sur la participation du mouvement scout à la campagne en faveur de la Thérapeutique de réhydratation orale (TRO);

b) Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) : Troisième Conférence mondiale sur la population, Le Caire : participation active des délégués scouts. Dans le cadre de la conférence, l'Organisation mondiale a coordonné, au Centre de scoutisme international du Caire, une consultation de la jeunesse à laquelle ont participé 110 jeunes de 60 pays*;

c) Bureau international d'éducation (BIE) : Conférence internationale sur l'éducation, Genève : l'Organisation mondiale est l'une des rares organisations non gouvernementales internationales de jeunes à avoir participé activement à cette réunion annuelle des ministres de l'éducation. Article de l'Organisation mondiale (préparé par le CEPRODOC) sur le thème Scoutisme et éducation extra-scolaire.

1995 :

a) Organisation des Nations Unies : Sommet mondial pour le développement social, Copenhague : l'Organisation mondiale a joué un rôle actif pendant ce sommet et pendant l'organisation de la consultation des jeunes organisée par l'Assemblée mondiale de la jeunesse (AMJ), d'après la consultation du Caire*;

b) ONU : Commission des stupéfiants : le représentant à Vienne de l'Organisation mondiale a participé activement à la trente-huitième session de cette Commission;

c) ONU : Commission pour la prévention du crime et la Justice pénale : le représentant à Vienne de l'Organisation mondiale a participé activement à la quatrième session de cette Commission, et notamment au débat sur les enfants victimes d'actes criminels et les enfants criminels;

/...

d) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : Forum mondial sur le dialogue des cultures, Tbilissi : après y avoir été formellement invitée par le Directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, et le Président de la République de Géorgie, M. Edouard Chevernadze, l'Organisation mondiale a joué un rôle actif à l'occasion de ce forum de haut niveau. Article de l'Organisation mondiale (préparé par le CEPRODOC) sur le thème «Éducation des jeunes en vue du dialogue des cultures»*;

e) ONU : Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing : l'Organisation mondiale y était représentée par Jocelyne Gendrin, membre du Comité mondial du scoutisme, et Debbie Lads de The Scout Association (Royaume-Uni); en 1994, l'Organisation mondiale a participé au forum préparatoire des organisations non gouvernementales internationales à l'Office des Nations Unies à Vienne;

f) UNICEF : Cérémonie en la mémoire de James Grant : le représentant de l'Organisation mondiale était au premier rang, lors du service commémoratif qui a eu lieu à la cathédrale de New York. Après le service religieux, il a rencontré des hauts dirigeants de l'ONU ainsi que la femme du Président des États-Unis.

1996 :

a) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Sommet mondial de l'alimentation, Rome : l'Organisation mondiale a participé aux travaux préparatoires de ce sommet, qui aura lieu à Rome en 1996, comme elle le fait depuis le premier Congrès mondial de l'alimentation, organisé à La Haye par la FAO en 1970;

b) Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) : deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul : l'Organisation mondiale a activement participé aux travaux de la conférence, a organisé avec le concours de l'AMJ une consultation internationale de la jeunesse, a contribué aux préparatifs de la journée de la jeunesse de l'UNESCO et a pris part à la journée de dialogue Habitat-Santé organisée par l'OMS;

c) UNICEF : réunions ordinaires du Bureau exécutif, New York : le représentant de l'Organisation mondiale a participé à la deuxième réunion ordinaire de l'année, principalement consacrée aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, ainsi qu'à la Communauté des États indépendants (CEI);

d) Organisation mondiale de la santé (OMS) : Programme de prévention de la drogue : le Bureau mondial du scoutisme a présenté des exposés des associations membres de l'Organisation mondiale dans ce domaine (prévention de la toxicomanie, de l'alcoolisme et du tabagisme) à l'occasion de la 49e Assemblée de la santé mondiale de l'OMS.

1997 :

a) Conférence internationale sur la promotion de la santé, Jakarta : l'Organisation mondiale a participé aux réunions préparatoires;

b) FAO : Congrès mondial sur les forêts, Antalya : l'Organisation mondiale a activement participé au Congrès;

c) UNESCO, vingt-neuvième session de la Conférence générale, Paris : l'Organisation mondiale a été invitée à prendre la parole pendant la séance plénière de la Conférence, et a participé aux commissions sur l'éducation extra-scolaire;

d) Conseil économique et social : vingtième Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), Genève : participation de l'Organisation mondiale.

Activités de l'Organisation mondiale auxquelles ont participé les organismes des Nations Unies

1994 :

a) Colloque international du scoutisme sur le partenariat et la solidarité, Marrakech : participation active (animation de groupes de travail, discussions plénières, etc.) des représentants du FNUAP, du HCR, de l'OMS, de l'UNESCO et de l'UNICEF*;

b) Trente-septième «Jamboree-on-the-Air» : diffusion d'un message spécial du Directeur exécutif de l'UNICEF James Grant, enregistré à Genève en mai de la même année.

1995 :

Global Development Village, dix-huitième jamboree mondial des scouts, Pays-Bas : participation active (animation de groupes de travail, discussions plénières, etc.) de l'OIT, de l'UNESCO, du HCR, de l'UNICEF, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'OMS, de l'ONU et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); signature lors du jamboree d'un accord de coopération mondiale entre le Haut commissaire des Nations Unies aux réfugiés, Mme Sadako Ogata, et le Secrétaire général de l'Organisation mondiale, Jacques Moreillon.

1996 :

Global Development Village, dix-neuvième jamboree mondial des scouts, Chili : Participation à la première réunion préparatoire du jamboree, à Genève, de représentants de l'OIT, du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA), du PNUE, de l'UNESCO, du FNUAP, du HCR, de l'UNICEF et de l'OMS*.

Activités communes

1994 :

a) UNICEF : troisième réunion des présidents directeurs généraux d'organisations non gouvernementales internationales ayant soutenu l'adoption de la Convention sur les droits de l'enfant. Genève : l'Organisation mondiale co-

/...

préside cette réunion consacrée au thème des «Jeunes en faveur de la paix durable»;

b) UNESCO : participation à la vingt-quatrième Conférence des ONG : élection de l'Organisation mondiale au bureau du Comité; article de l'Organisation mondiale (préparé par le CEPRODOC) sur le thème «Éducation des jeunes pour la tolérance et la paix».

c) UNESCO : consultations régionales des organisations non gouvernementales internationales de jeunes : l'Organisation mondiale a coorganisé les consultations pour l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. Elle a été élue au Bureau de ces trois consultations*;

d) OMS : trois séminaires en Afrique et en Asie sur la santé des adolescents en matière de procréation pour les dirigeants d'ONG*;

1995 :

a) UNESCO : vingtième Consultation collective mondiale des organisations non gouvernementales internationales de jeunes, Tokyo : l'Organisation mondiale a co-présidé la consultation*;

b) UNESCO : douzième Consultation collective des organisations non gouvernementales internationales de jeunes oeuvrant en faveur de l'alphabétisation, Tokyo : l'Organisation mondiale a coprésidé la réunion; intervention de l'Organisation mondiale (préparée par le CEPRODOC) sur le thème «Contribution du scoutisme à l'alphabétisation et à l'éducation de base»; article de l'Organisation mondiale (préparé par un consultant) sur le thème «Rôle des organisations non gouvernementales internationales de jeunes dans l'éducation de base»*;

c) ONU : coordination des organisations non gouvernementales internationales de jeunes accréditées auprès des offices des Nations Unies à Genève, à Nairobi et à Vienne et du siège de l'ONU à New York : l'Organisation mondiale joue, par l'intermédiaire de ses représentants permanents, un rôle de premier plan dans ces organes de coordination.

1996 :

a) UNESCO : préparation de la vingt-et-unième Consultation collective mondiale des organisations non gouvernementales internationales de jeunes, qui devrait avoir lieu en avril 1997 au Centre interaméricain de scoutisme de Santiago (Chili)*;

b) ONU : réunion à Paris du comité de planification de la deuxième session du Forum mondial de la jeunesse du système des Nations Unies, qui devrait avoir lieu en novembre 1996 à Vienne. L'Organisation mondiale est membre actif de ce comité depuis 1996*;

c) UNESCO : vingt-cinquième Conférence des ONG : l'Organisation mondiale co-préside cette conférence, qui marque la fin de son mandat au Bureau.

1997 :

/...

a) UNESCO : enquête sur les réactions des jeunes face à la violence à l'écran. Enquête effectuée dans vingt pays par l'UNESCO et l'Université d'Utrecht, avec la participation active de l'Organisation mondiale*;

b) OMS : Mémoire d'accord signé en juillet entre l'OMS et l'Organisation mondiale, portant sur le lancement d'un Programme d'action pour l'éradication de la lèpre, Genève.

Cinquantième anniversaire de l'ONU

1995 :

a) Le Secrétaire général de l'Organisation mondiale, Jacques Moreillon, se rend à New York pour rencontrer Mme G. M. Sorensen, conseillère spéciale auprès du Secrétaire général de l'ONU, chargée de la coordination des activités du cinquantième anniversaire. Deux membres du Bureau mondial du scoutisme se rendent à New York pour veiller au suivi des accords conclus à cette réunion en vue de célébrer le cinquantième anniversaire;

b) L'Organisation mondiale produit - et distribue à tous ses membres - une brochure spéciale de six pages sur Le scoutisme et le cinquantième anniversaire de l'ONU, qui donne des éléments d'information sur l'ONU et des idées d'activités de scoutisme à organiser à l'occasion de cet anniversaire. Cette brochure s'accompagne d'un supplément consacré aux réalisations marquantes de l'ONU depuis 1945, ainsi que d'une feuille de reproduction du logo créé spécialement à cette occasion par l'Organisation mondiale, avec l'accord de l'ONU;

c) ONU : Forum mondial de la jeunesse organisé par la ville de Genève et l'Office des Nations Unies à Genève, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ONU, avec 220 participants de 70 pays, dont 34 scouts; l'Organisation mondiale en a été l'un des principaux organisateurs*;

d) ONU : Des représentants à Genève, New York et Vienne de l'Organisation mondiale prennent part aux célébrations organisées par les deux offices des Nations Unies et le siège de l'ONU;

e) Pendant le dix-huitième jamboree scout mondial qui s'est tenu aux Pays-Bas, Scouting Nederland a organisé une conférence satellite à laquelle a participé le Secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, qui a évoqué son voyage en Hollande en 1937 pour assister, en tant que scout égyptien, au cinquième jamboree mondial scout.

1995-1996 :

L'Organisation mondiale publie dans World Scouting News plusieurs articles sur les activités organisées par les associations membres (vol. 26 et 27).

Documents provenant des organismes des Nations Unies, ou s'y rattachant, envoyés aux membres de l'Organisation mondiale

Ces documents sont les suivants :

- a) 1993 : WHO Health Education Award in the Area of Primary Health Care (Titre honorifique de l'OMS pour l'éducation sanitaire dans le domaine des soins de santé de base), circulaire 23/93;
- b) 1994 : Scouting and the Fiftieth Anniversary of the United Nations (Le scoutisme et le cinquantième anniversaire de l'ONU), Circulaire 14/94; «Follow-up activities to the International Consultation of INGYOs on population and development» (Activités de suivi de la consultation internationale des organisations non gouvernementales internationales de jeunes sur la population et le développement), circulaire 26/94
- c) 1995 : Journée mondiale de la santé, circulaire 5/95; Oral Rehydration Therapy Kit* (Trousse de thérapeutique de réhydratation orale), circulaire 9/95; Passport for the Future (Passeport pour l'avenir), avec une lettre de l'ONU, des instructions et une brochure, circulaire 20/95; Scouting and Refugees (Le scoutisme et les réfugiés), avec l'accord de protocole signé entre le HCR et l'Organisation mondiale, la vidéo Learning Peace (Apprendre la paix), une affiche et une brochure, circulaire 28/95;
- d) 1996 : Declaration of Principles on Tolerance (Déclaration de principes sur la tolérance), adoptée à la vingt-huitième session de la Conférence générale de l'UNESCO, circulaire 11/96; Programme du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, adopté par l'Assemblée générale le 14 décembre 1995, circulaire 20/96;
- e) 1997 : Scouting involvement in the Elimination of Leprosy (La participation des scouts à l'élimination de la lèpre), accord avec l'OMS, circulaire 22/97; The Education of Young People (L'éducation des jeunes), discours du Secrétaire général de l'Organisation mondiale à la Conférence générale de l'UNESCO, circulaire 30/97;
- «Scouts target land mines» (Les scouts contre les mines terrestres), World Scouting Newsletter, 29.3;
- «Update : Scouting and Refugees» (Bilan : les scouts et les réfugiés), World Scouting Newsletter, 29.1;
- «UNFPA Essay Contest» (Concours d'essai du FNUAP), World Scouting Newsletter, 29.1;
- «Scouts help UNESCO study screen violence» (Les scouts aident l'UNESCO à étudier la violence à l'écran), World Scouting Newsletter, 28.6;
- «Scouting and community development : 24 years of cooperation with UN Agencies» (Le scoutisme et le développement communautaire : 24 ans de coopération avec les organismes des Nations Unies), World Scouting Newsletter, 28.6.

Statut juridique de l'Organisation mondiale auprès de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées

Conseil économique et social	Statut consultatif spécial depuis 1947; statut consultatif général en cours d'examen
FAO	Statut de liaison
HCR	Statut de contact officiel; accord de coopération signé en août 1995
OIT/IPEC	Statut de contact officiel
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	Protection de l'emblème de l'Organisation mondiale (accord de Madrid) depuis 1989
OMS	Statut consultatif depuis 1987
PNUE	Statut de contact officiel
UNESCO	Statut consultatif de catégorie B depuis 1970, de catégorie A depuis 1991, statut consultatif dans la nouvelle classification des ONG depuis 1996
UNICEF	Statut consultatif depuis 1983. L'Organisation mondiale a présidé le comité permanent des ONG de 1985 à 1989. Accord spécifique de coopération (TRO) signé en mai 1994.

* Activité et/ou participation de l'Organisation mondiale financée en partie ou en totalité par le système des Nations Unies.
